



LETTRE OUVERTE de la CGT Finances Publiques

Monsieur le Ministre,

Vous souhaitez rencontrer les syndicats représentatifs des agent-es de la direction Générale des Finances Publiques le 4 mai 2026.

Le 20 avril, vous avez rencontré la Fédération des Finances CGT, qui vous a informé des réalités du réseau, de la difficulté d'exercice des missions et de la souffrance au travail des agent-es de la DGFIP.

Vous continuez à user des éléments de langages fournis par la Direction Générale et avez pris de grandes libertés avec la vérité dans votre courrier de réponse au député de l'Aisne, Julien Dive, en date du 15/04/2026, qui vous avait saisi suite à notre courrier aux élu-es.

Dès le début de votre réponse, vous balayez d'un revers de main l'importance des suppressions d'emplois à la DGFIP. Vous y affirmez que cette trajectoire n'est que la traduction de « gains de productivité grâce au développement du numérique, [...] la suppression de la taxe d'habitation ». Les collègues travaillant en Service des Impôts des Particuliers apprécieront cette habileté de langage : le plus chronophage n'a pas été supprimé, à savoir les taxes d'habitations sur les résidences secondaires ou les taxes sur les locaux vacants.

Le développement du numérique a pu prouver toute sa qualité récemment, avec par exemple la panne Hélios ou les fuites de données massives de Ficoba.

Vous affirmez que ces suppressions d'emplois ne « compromettent pas la réalisation des missions ». Pourtant, les exemples de renoncements sont nombreux. Les derniers en date sont la suppression des pôles de contrôle et d'expertise, la fermeture des centres de service bancaires associés à la Caisse des Dépôts et des Consignations et du Centre de traitement des chèques.

Le « renforcement de la lutte contre la fraude fiscale », que vous annoncez au député, grâce à ces « évolutions » – des suppressions d'emplois et de services – n'est pas un franc succès selon le rapport de la Cour des Comptes de fin 2024.

Ensuite, vous reprenez le discours de la Directrice Générale sur les points d'accueil. Ils ont « [augmenté] de 50 % », rendant la « DGFIP [...] davantage présente sur le territoire ».

Ceci est un travestissement de la réalité : dans les faits, avec le nouveau réseau de proximité, les points d'accueil ont été divisés de plus de moitié. Pour arriver à ce résultat, vous comptabilisez les Maisons France Service, qui ne sont pas un service de la DGFIP. Vous y ajoutez même les buralistes qui ne seront jamais des points d'accueil de service public !



Enfin, vous apportez une touche de « greenwashing » en vantant des mesures environnementales. La vérité c'est qu'elles sont budgétaires et consistent pour les agent·es à subir des températures soit trop froides, soit trop chaudes selon la saison au lieu de procéder à la nécessaire amélioration du bâti.

Le sommet est atteint lors de votre longue réponse sur les suicides. La CGT Finances Publiques se demande si la Direction Générale se sent coupable pour se justifier aussi longuement.

Vous vantez l'adoption d'un « plan pluriannuel partagé ».

La CGT Finances Publiques vous rappelle que toutes les organisations syndicales, sans exception, ont voté contre ce plan indigent.

Aucun lien n'est fait avec les suppressions d'emploi, le management toxique, les réformes permanentes.

Alors même que nos camarades de la Fédération des Finances CGT vous ont alerté il y a plusieurs jours, vous considérez donc que tout va bien : les missions sont accomplies, les usager·es sont beaucoup mieux accueilli·es que précédemment et les agent·es s'épanouissent. Devant un tel déni de réalité, le syndicat CGT Finances Publiques juge inutile de participer à la réunion que vous nous proposez.

La CGT Finances Publiques représente les personnels, elle continuera à interpeler la représentation nationale et la presse, puisque ni la direction générale, ni visiblement le gouvernement auquel vous appartenez, ne prennent en compte ce que vivent les agent·es des Finances Publiques.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments distingués.

Pour la CGT Finances Publiques
Fanny De Coster
Secrétaire générale